



14 janvier 2016 | Communiqué unitaire

Le 26 janvier, mobilisés dans l'unité, contre l'austérité

Dans le cadre de la journée nationale de grève et de manifestations unitaire du 26 janvier dans la Fonction publique, la Fédération CGT des Services publics, la Fédération FO des Services publics et de Santé-branche Territoriale, la Fédération SUD des Collectivités territoriales et le SNUTER-FSU appellent les agents de la Fonction publique territoriale à se mobiliser massivement, par la grève et dans les manifestations, pour :

- L'augmentation de la valeur du point d'indice de la Fonction publique, la revalorisation des carrières et grilles de rémunération, ainsi que les mesures nécessaires au rattrapage de la perte du pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique. Dans un contexte marqué notamment par le gel du point d'indice depuis plus de cinq ans et par la scandaleuse suppression par le gouvernement de l'avancement d'échelon au minimum, des mesures salariales fortes sont aussi nécessaires qu'urgentes.
- L'arrêt du processus des réformes territoriales et, dans l'immédiat, la garantie nationale du maintien des droits acquis collectivement et individuellement pour les agents d'ores et déjà confrontés aux conséquences de leur mise en œuvre.
- L'arrêt des baisses de dotations de l'État aux collectivités entraînant la remise en cause des garanties des agents (notamment sur l'organisation du temps de travail, les régimes indemnitaires, les COS et CASC,...).
- La mobilisation des moyens financiers nécessaires au bon fonctionnement des services publics territoriaux.
- Le rétablissement de la cotisation CNFPT à 1%.
- La préservation ainsi que le développement des garanties statutaires et de l'emploi public, indispensables à la satisfaction des besoins de service public.

Nos organisations apportent leur soutien aux luttes engagées dans de nombreuses collectivités et appellent leurs syndicats à se rencontrer afin de construire dans l'unité le rapport de force essentiel pour faire du 26 janvier une puissante journée de grève et d'actions nécessaires à la défense du service public républicain, gage d'égalité de traitement de tous.

COMMUNIQUÉ